

Unité départementale de la Côte-d'Or
21 Bld Voltaire
CS 27912
21035 Dijon

Dijon, le 20/02/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/02/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SETEO

rue en clairvot
21850 Saint-Apollinaire

Références : 2025-114
Code AIOT : 0005425601

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/02/2025 dans l'établissement SETEO implanté rue en Clairvot 21850 Saint-Apollinaire. L'inspection a été annoncée le 13/02/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection réactive a été réalisée à la suite d'une information de l'OFB concernant la présence d'une pollution dans un bassin écrêteur d'eaux pluviales situé dans la zone industrielle de Saint Apollinaire, en aval du site.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SETEO
- rue en Clairvot 21850 Saint-Apollinaire

- Code AIOT : 0005425601
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société SETEO est autorisée à exploiter des installations de tri, transit, regroupement et traitement de déchets dangereux ou non sur la commune de SAINT-APOLLINAIRE.

Contexte de l'inspection :

- Pollution

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	LOCALISATION DES POINTS DE REJET	Arrêté Préfectoral du 23/12/2014, article 4.4.5,	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
3	GESTION DES EAUX COLLECTÉES DANS LE BASSIN DE RÉTENTION	Arrêté Préfectoral du 23/12/2014, article 4.4.10.	Demande d'action corrective	3 mois
4	Collecte et rejet des effluents	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 14	Demande d'action corrective	3 mois
5	Entretien séparateur	Arrêté Préfectoral du 23/12/2014, article 4.4.4	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	IDENTIFICATION DES EFFLUENTS	Arrêté Préfectoral du 23/12/2014, article 4.4.1.	Sans objet
6	Isolement avec les milieux	Arrêté Préfectoral du 23/12/2014, article 4.3.4.2.	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le jour de l'inspection, il a été constaté l'arrêt du rejet des eaux pluviales du site dans le réseau public des eaux pluviales qui alimente le bassin écrêteur de la zone.

Les analyses semestrielles des eaux pluviales présentées pour 2024 ne montrent pas de

dépassement pour les paramètres analysés. La fréquence d'analyses est respectée.
 Le débourbeur de la zone métaux doit être curé. Il est également demandé à l'exploitant de réaliser ce curage sur les séparateurs et sur les deux cuves enterrées (bassin des eaux pluviales).
 Enfin, les eaux pluviales de ruissellement sur les zones d'entreposages de déchets doivent être traitées avant rejet.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : IDENTIFICATION DES EFFLUENTS

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/12/2014, article 4.4.1.
Thème(s) : Risques chroniques, IDENTIFICATION DES EFFLUENTS
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivants :</p> <p>Eaux pluviales de toiture : elles rejoignent (hormis celles du bâtiment n°3) le bassin de rétention central de 950 m³, dimensionné de façon à respecter le débit de fuite maximal fixé à l'article 4.410 des eaux pluviales vers le milieu naturel et permettre la non-aggravation des débits écoulés pour des événements courants. Les eaux de toiture issues du bâtiment n°3 sont collectées dans des cuves aériennes de 60 m³ pour le lavage de véhicules et l'utilisation des balayeuses.</p> <p>Eaux pluviales susceptibles d'être polluées : il s'agit des eaux de ruissellement sur les voiries et parkings. Leur collecte s'effectue par le biais des réseaux, jusqu'au bassin de rétention central. Elles sont traitées par un débourbeur déshuileur avant rejet au milieu naturel ;</p> <p>Eaux usées ou domestiques : elles sont traitées (STEP de Dijon-Longvic) et évacuées conformément aux règlements en vigueur</p> <p>Eaux d'extinction incendie [...]</p> <p>Eaux de process :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Eaux de lavage des véhicules : elles sont traitées par un débourbeur-déshuileur (commun avec les eaux de ruissellement de l'aire de distribution de carburant) avant de rejoindre le bassin de rétention central ; • Eaux de lavage des conteneurs et fûts : ce lavage est réalisé exclusivement au niveau de l'aire de dépotage des eaux souillées. Elles sont recueillies dans la fosse de dépotage et transitent par l'unité de traitement des eaux souillées du site ; • Laboratoire : les eaux résiduelles des laboratoires sont dirigées vers la fosse de dépotage des eaux souillées et rejoignent l'unité de traitement du site ; • Eaux résiduelles après traitement (évapo-concentration, physico-chimique) : ces eaux sont collectées dans une cuve de 60 m³. En l'absence de pollution préalablement caractérisée, elles pourront être rejetées dans le réseau d'assainissement de la Z.A.E Cap Nord, puis traitées par la STEP de Dijon-Longvic, sous réserve du respect des valeurs limites fixées par le présent arrêté. Encas de dépassements des valeurs limites de rejet : "ces eaux sont considérées comme des déchets et doivent être traitées selon les dispositions du Titre V du présent arrêté ;" l'exploitant étudie et propose à l'Inspection des installations classées les traitements complémentaires nécessaires pour respecter les normes de rejet (traitement biologique, filtre sur charbon actif,).
Constats :

Le dernier plan des réseaux date du 03 septembre 2024 et a été présenté.

Sur la base de ce plan, l'exploitant a explicité les différentes zones du site et la gestion des eaux associées.

L'exploitant distingue :

- les eaux de process qui sont les eaux issues de son processus de traitement qui rejoignent après traitement le réseau d'assainissement et la STEP de Dijon/Longvic ;
- les eaux pluviales de toiture qui rejoignent le bassin de rétention des eaux pluviales enterré (deux cuves de rétention enterrées) ;
- les eaux pluviales de voiries qui passent dans un débourbeur déshuileur puis rejoignent le bassin de rétention des eaux pluviales enterré ;
- les eaux pluviales qui percolent dans les tas de déchets sont considérées comme des eaux susceptibles d'être polluées et transitent, pour certaines dans un débourbeur, avant de rejoindre le bassin de rétention des eaux pluviales enterré ;
- toutes les eaux du bassin de rétention enterré transitent par un séparateur à hydrocarbures avant rejet au milieu naturel via le réseau d'eaux pluviales ;

L'exploitant considère que les eaux pluviales qui percolent dans les tas de déchets sont considérées comme des eaux pluviales susceptibles d'être polluées et peuvent rejoindre le bassin de rétention des eaux pluviales (après passage en débourbeur) puis le réseau public d'eaux pluviales après passage via un séparateur à hydrocarbures.

Ces eaux pluviales de percolation et leur gestion ne sont pas explicitement mentionnées dans l'arrêté préfectoral.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Cf point de contrôle n°4

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : LOCALISATION DES POINTS DE REJET

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/12/2014, article 4.4.5,

Thème(s) : Risques chroniques, LOCALISATION DES POINTS DE REJET

Prescription contrôlée :

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent au(x) point(s) de rejet qui présente(nt) les caractéristiques suivantes :

Point de rejet N°1 vers le milieu récepteur codifié par le présent arrêté	Eaux pluviales + Eaux de lavage de véhicules
--	--

Nature des effluents	Toutes les eaux recueillies dans le bassin de rétention
Exutoire du rejet	Bassin tampon de 950 m3 puis rejet au milieu naturel après traitement.
Traitement avant rejet	Séparateur à hydrocarbures + déshuileur
Milieu naturel récepteur	Ruisseau«Ru du Pouilly»

Point de rejet N°2 vers le milieu récepteur codifié par le présent arrêté	Eaux usées
Nature des effluents	Eaux domestiques
Exutoire du rejet	Réseau de collecte des eaux usées de la commune de Saint-Apollinaire
Station de traitement collective	STEP de Dijon Longvic

Point de rejet N°3 vers le milieu récepteur codifié par le présent arrêté	Eaux résiduaires après traitement
Exutoire du rejet	Réseau d'assainissement de la Z.A.E Cap Nord
Station de traitement collective	STEP de Dijon Longvic

Constats :

L'exploitant a précisé et indiqué sur le plan les trois points de rejets identifiés dans l'arrêté préfectoral.

Il est demandé à l'exploitant de vérifier que l'exutoire final des eaux pluviales est bien le ruisseau

"Ru de Pouilly" afin de s'assurer que les eaux pluviales ne sont pas infiltrées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 15 jours

N° 3 : GESTION DES EAUX COLLECTÉES DANS LE BASSIN DE RÉTENTION

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/12/2014, article 4.4.10.

Thème(s) : Risques chroniques, GESTION DES EAUX COLLECTÉES DANS LE BASSIN DE RÉTENTION

Prescription contrôlée :

En l'absence de pollution préalablement caractérisée, elles pourront être évacuées, après traitement par un débourbeur-déshuileur en aval du bassin, vers le milieu récepteur dans les limites fixées ci-dessous :

Paramètres	Valeurs limites de rejet dans le milieu naturel
pH	5,5 < pH < 8,5
T°C	< 30°C
MEST	< 35 mg/l
DCO	< 125 mg/l
DB05	< 30 mg/l
Hydrocarbures totaux	< 5 mg/l
Métaux totaux	< 15 mg/l
Autres paramètres listés à l'article 4.4.9	VLE définies au même article

<p>Constats :</p> <p>Les eaux en sortie du bassin de rétention enterré sont analysées à fréquence semestrielle. Les dernières analyses réalisées le 05/11/2024 ne montrent pas de dépassement vis à vis des valeurs limites d'émission mentionnées dans l'arrêté préfectoral. L'exploitant a transmis un fichier de suivi qui reprend toutes les analyses depuis 2019. Sur l'ensemble des paramètres analysés, quelques valeurs sont légèrement supérieures aux VLE fixées (MES en 2023 valeur 56 mg/L pour une limite de 35 mg/L par exemple.). Les fréquences sont respectées.</p> <p>Le 12 et le 13 février 2025, l'exploitant a réalisé deux prélèvements en sortie du bassin des eaux pluviales. Les premiers résultats donnent une valeur en DCO qui est supérieure à la limite prescrite.</p> <p>Un des prélèvements a été envoyé vers un laboratoire extérieur pour être analysé sur l'ensemble des paramètres.</p> <p>A ce stade il est demandé à l'exploitant de confiner l'ensemble des eaux pluviales sur site et de tenir informée l'Inspection des installations classées au fur et à mesure de l'obtention des analyses.</p> <p>Sous réserve d'un accord de la STEP pour leur rejet dans le réseau d'assainissement (et dans le respect des valeurs limites applicables), l'exploitant peut traiter sur site ces eaux dans son installation de traitement des eaux résiduaires.</p>	
Type de suites proposées : Avec suites	
Proposition de suites : Demande d'action corrective	
Proposition de délais : 3 mois	

N° 4 : Collecte et rejet des effluents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 14
Thème(s) : Risques chroniques, Collecte et rejet des effluents- eaux pluviales
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Arrêté ministériel du 06 juin 2018 applicables aux installations de tri, transit et regroupement de déchets non dangereux - rubriques 2713, 2714 et 2716 : (article 14) :</p> <p><i>Les effluents susceptibles d'être pollués, c'est-à-dire les eaux résiduaires et les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement ou sur les produits et/ou déchets entreposés, sont traités avant rejet dans l'environnement par un dispositif de traitement adéquat.</i></p>

<p>Arrêté du 02/02/98 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation : (article 43) :</p> <p><i>Les rejets d'eaux pluviales respectent les dispositions ci-après.</i></p> <p><i>Toutefois, les dispositions des alinéas I, II et III ne sont pas applicables aux installations existantes au 1^{er} janvier 2018. Elles s'appliquent par contre aux extensions ou modifications d'installations existantes à cette date.</i></p> <p><i>I. Les eaux pluviales non souillées ne présentant pas une altération significative de leur qualité d'origine du fait des activités menées par l'installation industrielle sont évacuées conformément à la réglementation en vigueur.</i></p> <p><i>II. Les eaux pluviales susceptibles d'être significativement polluées du fait des activités menées par l'installation industrielle, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockage et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence. « Cette disposition ne concerne pas les aires de stationnement des véhicules exclusivement légers. »</i></p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a indiqué que le traitement des eaux de ruissellement sur les zones d'entreposage de déchets était un débourbeur et/ou un séparateur à hydrocarbures en fonction de la zone.</p> <p>Il n'a pas pu présenter de résultats d'analyses par zone de déchets permettant de vérifier que les eaux étaient traitées par un système adéquat tenant compte des différents déchets entreposés à l'extérieur.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de proposer une solution afin de traiter les différentes eaux de ruissellement qui sont susceptibles d'être souillées, selon les polluants en présence et de préciser quel rejet il envisage.</p> <p>Les traitements peuvent être différents selon les zones collectées et doivent couvrir les ruissellements sur les zones d'entreposages de déchets mais également les zones de chargement et déchargement de déchets qui pourraient être souillées.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 5 : Entretien séparateur

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/12/2014, article 4.4.4</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Entretien séparateur</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les débourbeurs-déshuileurs sont nettoyés par une société habilitée lorsque le volume des boues atteint 2/3 de la hauteur utile de l'équipement et dans tous les cas au moins une fois par an. Ce nettoyage consiste en la vidange des hydrocarbures et des boues et en la vérification du bon</p>

fonctionnement de l'obturateur.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique que les séparateurs ont été curés le 22/11/2024 (curage à fréquence semestrielle). Les deux cuves enterrées qui servent de bassin de rétention des eaux pluviales ont été curées en avril 2024. L'exploitant indique vouloir réaliser ce nettoyage à fréquence annuelle.</p> <p>Le débourbeur situé en aval de la zone métaux paraît relativement chargé (Cf photo)</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de curer les débourbeurs, les séparateurs et les deux cuves enterrées (bassin d'eaux pluviales).</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Isolement avec les milieux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/12/2014, article 4.3.4.2.
Thème(s) : Risques chroniques, Isolement avec les milieux
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un système doit permettre l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique avoir coupé l'alimentation des pompes de relevage. Le bassin de rétention des eaux pluviales est donc isolé. Le jour de l'inspection, il a bien été constaté au niveau du regard avant le rejet vers le réseau pluvial extérieur l'absence de flux.</p>
Type de suites proposées : Sans suite